
Coopérer autrement en acteurs de changement

Comment adapter nos pratiques et actions de solidarité dans un monde où les enjeux économiques, sociaux, environnementaux sont souvent proches et les territoires interdépendants ? Comment à notre échelle être de véritables acteurs de changements ? Comment établir avec nos partenaires des relations qui reflètent véritablement nos valeurs d'équité, de partage, d'équilibre ?

Ici et là-bas, des problématiques liées à l'insertion des jeunes, aux droits humains ou encore à la consommation se font échos. Elles renvoient souvent aux mêmes questionnements. Par exemple, quels cadres de dialogue et de concertation mettre en place, réunissant les pouvoirs publics, le secteur marchand et les organisations de la société civile. Ces acteurs de France et d'ailleurs, peuvent-ils travailler ensemble et pour quelles finalités ? Comment pallier à la baisse des finances publiques tout en garantissant les mêmes services d'intérêt général pour tous ?

À travers le programme Coopérer autrement en acteurs de changement, 9 membres du CFSI se sont engagés avec plus de 70 partenaires sur une variété de territoires : en France et dans 16 pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique. Ensemble, ils mènent des actions de solidarité et de développement autour d'enjeux communs aussi divers que l'insertion socio-économique, la promotion des droits sociaux, la mobilité internationale ou encore le développement local.

Les 9 actions pilotes de ce programme offrent des pistes de réflexions et des propositions de réponses, mises en débat lors de temps transversaux. Elles nous forcent à aller vers de nouveaux acteurs : de la formation, de l'économie, de la recherche ou encore à réfléchir au « passage à l'échelle » ou à adopter de nouveaux modèles économiques. Elles s'attaquent à la lutte contre les inégalités et favorisent la promotion des droits humains.

Egypte, Maroc, Tunisie / France

Échangeons : pour l'insertion économique et professionnelle des femmes

Porteur du projet

Batik International

Partenaires principaux

Centre Hubertine Auclert

Mission Egalité de la
Région Ile-de-France

Localisation du projet/territoires

Provinces de Fès et
Meknès (Maroc),
Le Caire (Egypte),
Gouvernorats de Kef et
Nabeul (Tunisie)
Région Ile-de-France

Nombre de personnes concernées

Directement : 35
Indirectement : 800

Durée

25 mois

Financement

Budget : 98 525 €
Financement accordé :
64 040 €

Le projet

Le projet E'changeons vise à contribuer à la réduction des inégalités économiques entre les femmes et les hommes en Ile-de-France et dans les pays de la rive sud de la Méditerranée à travers un échange réciproque d'expertise.

Les organisations de la société civile (OSC) des deux rives de la Méditerranée mettent en place un dispositif de formation action. Elles travaillent sur les facteurs de réussite et les difficultés des activités d'accompagnement à l'insertion en Ile-de-France. Elles capitalisent l'expérience des politiques d'égalité professionnelle en Ile-de-France. Ceci nourrit la réflexion sur la définition d'une stratégie de plaidoyer par les partenaires en Méditerranée.

Résultats attendus

- renforcer les capacités d'un groupe d'acteurs franciliens de l'insertion dans l'élaboration d'outils de suivi-évaluation, orientés changement (empowerment), inspirés d'expériences menées en Egypte, au Maroc et en Tunisie.
- donner des outils aux OSC ici et là-bas pour devenir des acteurs du changement dans la lutte contre les inégalités.
- participer à la création d'espaces de parole collectifs entre territoires pour lutter contre les inégalités.

Principales activités

- Ateliers participatifs de construction des outils de mesure du changement.
- Accompagnement individuel des structures pour adapter les outils expérimentés et assurer leur appropriation au sein des structures.
- Edition de guides sur l'évaluation des actions dans le domaine de l'égalité professionnelle et de la promotion de l'égalité.
- Capitalisation : faire émerger les savoir-faire et expertises en matière de contribution aux politiques publiques d'égalité.
- Organisation d'un séminaire international de restitution des travaux réalisés, mise en perspective des expériences méditerranéennes avec l'expérience francilienne.

France

Jeunes : esprit d'entreprendre et développement solidaire des territoires

Porteur du projet

Cap Solidarités

Partenaires principaux

Service Civil International

Conseil Régional du Nord Pas-de-Calais / Hauts de France

Localisation du projet/territoires

Nord-Pas-de-Calais, France

Bénéficiaires

Directs : 190 (chefs d'entreprise, jeunes, scolaires, animateurs, chargés de missions etc.)
Indirects : 240 structures

Durée

36 mois

Financement

Budget :
90 115 €
Financement accordé :
58 575 €

Le projet

Le projet vise à expérimenter de nouvelles synergies entre les acteurs des trois sphères socio-économiques, la société civile, les pouvoirs publics et les acteurs économiques, pour promouvoir le développement solidaire des territoires par les jeunes.

Dans un premier temps, les organisations impliquées évalueront la place et la pertinence des projets de coopération portés par les jeunes au regard du développement de territoires.

Dans un deuxième temps, elles travailleront avec les jeunes pour qu'ils aient envie d'entreprendre des projets de développement solidaire de territoires Nord/Sud qui enrichissent leur parcours professionnel.

Résultat attendu

Créer et promouvoir les opportunités pour que les projets de coopération internationale participent au développement solidaire des territoires en France comme à l'international.

Principales activités

- Création d'une vision commune de nouvelles formes de coopération internationale pour le développement solidaire des territoires.
- Construction du dialogue : rencontres des acteurs, mise en œuvre de commissions opérationnelles.
- Elaboration d'une méthode d'analyse.
- Restitution et discussion avec les acteurs du territoire des résultats des perceptions, ajustement de la vision commune initiale, identification des leviers des obstacles : rédaction d'un document commun destiné aux jeunes, à la société civile, aux pouvoirs publics et aux acteurs économiques.
- Elaboration et labellisation d'un module de formation pour deux catégories de publics scolaires pour entreprendre un projet de solidarité internationale.
- Elaboration d'une formation de formateurs et d'animateurs jeunesse.
- Analyse et rédaction d'un rapport sur l'évolution des pratiques d'accompagnement des porteurs de projets de solidarité internationale.

Amérique latine / France

La santé et la sécurité au travail dans l'industrie de la banane

Porteur du projet

Confédération Générale du Travail (CGT)

Partenaires principaux

Confédération Générale du Travail de la Guadeloupe (CGTG)

Coordinadora Latinoamericana de Sindicatos Bananeros y de la Agroindustria (COLSIBA)

Banana Link

INDECOSA (Association des Consommateurs de la CGT)

Localisation du projet/territoires

Guatemala, Honduras, Nicaragua, Costa Rica, du Panama, Colombie, Equateur et Pérou

Antilles françaises :
Guadeloupe et
Martinique

Bénéficiaires

Directs : 13 600
travailleurs et
responsables syndicaux
Indirects : 115 000 (hors
France)

Durée

30 mois

Financement

Budget :
108 548 €
Financement accordé :
66 440 €

Le projet

La banane est le premier fruit échangé au niveau du commerce mondial. L'essentiel de sa production est assuré en Amérique latine. Les multinationales en contrôlent sa production et sa distribution. Le recours massif aux pesticides est le trait caractéristique de l'industrie. Les syndicats sont bien implantés dans les plantations. Ils ont noué de longue date des alliances avec les acteurs de la société civile en Amérique du Nord et en Europe.

Le présent projet porte sur deux volets :

- réduire les impacts négatifs de l'utilisation des pesticides sur la santé des hommes et des femmes qui travaillent dans les plantations et usines d'emballage de huit pays exportateurs de bananes ;
- contribuer au renforcement des normes internationales du travail.

Résultats attendus

- proposer des alternatives techniques viables, impliquer les travailleurs dans les comités hygiène, santé et sécurité au travail (HST) et dans les négociations avec l'employeur ;
- organiser des rencontres entre syndicats d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud ;
- acquérir des compétences en matière d'hygiène, de santé et de sécurité au travail (HST) et sur la convention n°184 de l'OIT et son protocole d'application : les syndicats et les entreprises disposent d'un outil pratique pour la mise en place de la politique HST dans des unités de production et organisation des comités HST ;
- mobiliser pour un plaidoyer collectif auprès des pouvoirs publics nationaux en vue de la ratification de la convention n°184.

Principales activités

- Voyage d'étude de 3-4 représentants/formateurs de COLSIBA en Guadeloupe et venue d'un syndicaliste de la Martinique.
- Animation d'ateliers de formation régionaux et nationaux pour les membres des CHST avec la participation d'experts et des formateurs de la COLSIBA et de la CGTG.
- Dialogue avec les entreprises. Elaboration du manuel de formation sur HST.
- Campagne de plaidoyer pour la ratification de la convention n°184 à Genève (Journées mondiales SST/environnement et à la Conférence Internationale du Travail).
- Campagne de sensibilisation grand public à travers les grands médias.

L'insertion sociale et professionnelle des jeunes en milieu rural

Porteur du projet

Coopération Atlantique –
Guinée 44

Partenaires principaux

Union Nationale des
Maisons Familiales
Rurales, Fédérations des
Maisons Familiales
Rurales de Sarthe et de
Mayenne

Intercollectivité de Kindia

Fédération des
Organisations Paysannes
de Basse Guinée

Fédérations Régionales
des Artisans de Kindia et
de Boké

Collectivités locales de la
région de Boké (Boffa,
Kolabouyi, Sangarédi,
Boké)

Localisation du projet/territoires

Territoires des régions de
Boké, Basse Guinée

Kindia, République de
Guinée

Pays de la Loire, France

Bénéficiaires

Directs :
200 jeunes et 200
familles,
40 représentants
d'associations, 110
représentants des
pouvoirs publics

Durée

36 mois

Financement

Budget : 526 561 €
Financement accordé :
66 440 €

Le projet

Le projet contribue à la politique nationale guinéenne de formation professionnelle dont la finalité vise l'insertion socio-économique des populations jeunes (15- 30 ans) en milieu rural.

Le projet accompagne la réflexion sur les filières, métiers et les compétences essentielles au dynamisme social et économique des territoires ruraux. Il appuie la conception et l'expérimentation de parcours conçus autour du projet du jeune et des ressources des territoires.

Il doit alimenter les réflexions du local au national et du local vers l'international, sur la prise en compte des politiques, notamment de formations et de jeunesse, qui accompagnent le développement des territoires ruraux et luttent contre l'exode rural des jeunes.

Résultats attendus

- favoriser des concertations pluri acteurs et territoriales pour faire émerger des parcours de formation professionnelle et d'insertion sociale et économique de jeunes en milieu rural ;
- expérimenter des dispositifs de formation professionnelle accompagnant l'insertion socioéconomique de jeunes ruraux sur les territoires des préfectures de Kindia et Boké ;
- mettre en commun des expériences de formation professionnelle des jeunes ruraux portées par le réseau internationale des Maisons Familiales Rurales ;
- capitaliser et partager l'expérience d'une démarche d'engagement en coopération solidaire de territoires à territoires.

Principales activités

- Mise en place de deux plateformes de concertation territoriales (Kindia et Boké) sur les enjeux de formations professionnelles et d'insertion socioéconomique des jeunes ruraux.
- Diagnostics territoriaux et sectoriels des opportunités d'emplois, des enjeux de l'insertion et des opportunités de formation professionnelle.
- Echanges d'expériences entre les deux territoires d'expérimentation avec l'appui du réseau international des Maisons Familiales Rurales : voyages d'échanges avec les MFR des Pays de la Loire, des MFR Ouest Africaines.
- Définition de parcours de formation professionnelle et des modalités d'accès sur quelques filières de métiers porteurs en milieu rural.

Tchad / France

Dispositifs innovants pour la formation et l'insertion professionnelle

Porteur du projet

Essor

Partenaires principaux

Les organisations de la société civile (OSC) tchadienne

Les pouvoirs publics (ONAPE, FONAP, FONAJ)

L'association Initiatives Plurielles Lille Sud Insertion (LSI)

Localisation du projet/territoires

N'Djaména, Tchad
Lille

Bénéficiaires

Directs :
7 services publics,
9 OSC, 2 organisations professionnelles

Indirects :
250 jeunes vulnérables, les entreprises et centres de formation professionnelle

Durée

30 mois

Financement

Budget :
102 050 €

Financement accordé :
66 333 €

Le projet

Le projet vise à créer un cadre de dialogue et d'échanges d'outils et de compétences entre les acteurs de la Formation et de l'Insertion Professionnelle (FIP) au Tchad et en France.

Le partenariat avec les structures françaises permettra d'expérimenter au Tchad des dispositifs d'insertion innovants inspirés de ceux menés à Lille (ateliers d'insertion, accompagnement des porteurs de projets d'insertion professionnelle).

Résultats attendus

- consolider une plateforme institutionnelle réunissant des acteurs de la formation et de l'insertion et des représentants de la société civile et des acteurs économiques ;
- constituer des groupes sectoriels qui réunissent entreprises et centres de formation professionnelle ;
- réaliser des échanges de pratiques Nord-Sud et permettre la mise en place de dispositifs pilotes de formation et d'insertion professionnelle ;
- sensibiliser à l'accès à la formation professionnelle pour les plus vulnérables lors d'une mission de plaidoyer.

Principales activités

- Mise en place de la plateforme : comité de pilotage, réunions de co-construction, formation des membres, communication...
- Identification des secteurs prioritaires en termes d'opportunité d'emploi et d'inadaptation de l'offre de formation professionnelle.
- Implantation d'un dispositif qui contribue à la formation et l'insertion de 50 jeunes hommes et femmes vulnérables.
- Rénovation et réactualisation de parcours de formation par l'approche par compétences.
- Elaboration collective d'une stratégie de plaidoyer sur les questions de formation et d'insertion professionnelle
- Formation des OSC membres de la plateforme sur l'accès aux politiques publiques et le contrôle social.
- Organisation de débats communautaires citoyens dans quatre quartiers et diffusion de l'information sur les politiques publiques.

Mali

Dynamique sociale autour d'un centre collectif d'activité économique

Porteur du projet

Geres, Groupe Energies
Renouvelables et
Environnement

Partenaires principaux

AMEDD, Association
Maliennne d'Eveil au
Développement Durable

La commune de
Konséguéla

AMADER, Agence
Maliennne pour le
Développement de
l'Energie Domestique et
l'Electrification Rurale

Localisation du projet/territoires

Commune rurale de
Konséguéla, cercle de
Koutiala, Région de
Sikasso, Mali

Bénéficiaires

Directs :
commune de
Konséguéla, propriétaire
de l'infrastructure
un opérateur privé,
gestionnaire du site
9 à 15 TPE, 30 meuniers,
acheteurs et usagers de
l'huile végétale de
jatropha

Indirects :
4 130 ménages soit
environ 28 910
personnes

Durée

24 mois

Financement

Budget :
104 710 €
Financement accordé :
66 440 €

Le projet

Le projet contribue au développement économique des territoires ruraux et améliore les conditions de vie des populations - notamment des femmes - dans leurs tâches quotidiennes de transformation alimentaire.

Dans les zones rurales, les populations n'ont que des générateurs diesel/essence pour faire fonctionner les services socio-sanitaires et les activités économiques. L'enjeu est de mutualiser les investissements d'accès à l'énergie à travers des formes d'organisations mêlant secteur privé, collectivités et organisations locales.

Le projet vise :

- la mise en place d'une infrastructure communautaire de fourniture d'énergie 100 % renouvelable, à destination des très petites entreprises de la localité ;
- la construction d'un dispositif opérationnel et d'un cadre de dialogue assurant la pérennité sociale et économique de l'infrastructure et des acteurs qui l'animent.

Résultats attendus

- mettre en place un dispositif assurant la pérennité sociale et économique d'une infrastructure collective d'énergie décentralisée, dédiée aux micro-entreprises du territoire ;
- diffuser les données et leçons apprises de l'expérience de la Zone d'Activités Electrifiée (ZAE) de Konséguéla pour inspirer d'autres exemples et/ou d'autres alternatives.

Principales activités

- Expérimentation durant une première phase test de 6 mois des conditions technico-économiques requises pour la mise en activité de la ZAE.
- Accompagnement de la mairie de Konséguéla dans le suivi du chantier de construction et l'installation du réseau électrique.
- Accompagnement de l'opérateur de la ZAE dans une gestion efficace de son activité (formation techniques, à la gestion, à la commercialisation).
- Partage d'expériences et de connaissances au niveau de l'intercommunalité de Koutiala et du Conseil Régional de Sikasso. Missions de prospection sur le territoire français auprès des professionnels de l'énergie rurale, équipementiers électriques et pôles de compétitivité.

Mali / France

Les migrants : acteurs et vecteurs de l'économie solidaire

Porteur du projet

Grdr, Migration –
Citoyenneté –
Développement

Partenaires principaux

APES (Acteurs Pour une
Economie Solidaire),

EMDK (Espace Migration
Développement Kayes)

Localisation du projet/territoires

Nord-Pas de Calais,
France
Région de Kayes, Mali

Bénéficiaires

Directs :
500 personnes

Indirects :
600 organisations

Durée

30 mois

Financement

Budget global :
101 620 €

Financement accordé :
65 620 €

Le projet

Le projet s'appuie sur les expériences des territoires du Nord-Pas de Calais et de Kayes pour penser les mobilités au sein de l'économie sociale et solidaire (ESS) comme levier pour coopérer autrement.

Il a pour objectif de créer des passerelles et un dialogue entre les acteurs d'un territoire, en décroissant les réseaux de l'économie solidaire (ESS), de la solidarité internationale et des acteurs politiques.

En introduisant la question de la migration dans l'analyse et le soutien de l'innovation sociale des projets d'économie solidaire, le projet permettra de :

- réaliser un état des lieux des initiatives des migrants dans le champ de l'ESS ;
- mieux caractériser la nature des projets d'ESS dans les projets des diasporas ;
- instaurer un dialogue territorial pour renforcer la place de l'ESS dans le développement économique des territoires.

Résultats attendus

- rapprocher les initiatives des migrants des filières ESS des territoires du Nord-Pas de Calais et de Kayes. Elles enrichissent les réflexions sur les modèles de développement solidaire des territoires, en Nord-Pas de Calais et à Kayes ;
- structurer et alimenter la réflexion et le plaidoyer en faveur d'une économie solidaire comme modèle alternatif mondial et propose aux migrants et à leurs territoires les outils de ce plaidoyer.

Principales activités

- Animation et ébauche en Nord-Pas de Calais d'un Espace Migration Développement.
- Identification des dispositifs existants et de leurs limites.
- Echanges.
- Formations et sensibilisations.
- Renforcement des migrants et enfants de migrants dans leur capacité d'innovation et de création entrepreneuriale (ex : Club initiatives africaines).

Le droit vecteur de solidarités entre acteurs sociaux, syndicaux, politiques et économiques pour les femmes migrantes

Porteur du projet

Gret, professionnels du développement solidaire

Partenaires principaux

CGT
VGCL
Union des Femmes de Vinh Phuc

Localisation du projet/territoires

Ile-de-France, France
Vietnam (7 provinces au Nord et au Sud)

Bénéficiaires

Directs :
35 porteurs de pratiques de droit ou services juridiques

Indirects :
300 000 femmes vietnamiennes
857 unions locales et 96 unions départementales en France

Durée

24 mois

Financement

Budget : 102 100 €

Financement accordé :
66 000 €

Le projet

Le projet contribue à l'appropriation de leurs droits par les femmes migrantes qui travaillent dans le secteur formel et informel au Vietnam et en France.

L'enjeu principal est d'identifier les problèmes communs des femmes qui migrent, localement ou au niveau international, pour des raisons économiques, en France et au Vietnam.

Le second enjeu concerne l'adaptation des acteurs à des contextes qui évoluent très vite et la création de nouvelles alliances.

Résultats attendus

- sensibiliser les femmes migrantes en France et au Vietnam sur l'intérêt de s'organiser, d'être solidaires face à des enjeux communs dans leur travail formel ou informel et de se syndiquer ;
- renforcer des centres d'aides juridiques auprès des travailleurs et des femmes en particulier dans leurs méthodes et outils de sensibilisation aux droits ;
- renforcer les acteurs syndicaux français (CGT) et vietnamien (VGCL) pour un meilleur accompagnement des femmes migrantes dans leur engagement syndical ;
- capitaliser sur les nouvelles manières de coopérer autour du droit comme vecteur de solidarités entre différents acteurs sociaux, politiques et économiques dans un contexte de dérégulations croissantes de relations de travail.

Principales activités

- Organisation au niveau national d'une campagne syndicale conjointe en faveur des femmes migrantes en France et au Vietnam sur le besoin de s'organiser pour améliorer leurs conditions de travail et pour les informer de l'existence des centres d'aides juridiques.
- Accompagnement des centres d'aide juridique identifiés au Vietnam et des bourses du travail en France qui relaient cette campagne dans leur travail d'aide juridique auprès des femmes migrantes.
- Conception conjointe d'une action commune en faveur des droits des travailleurs migrants pour le respect des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail ainsi que la revendication de la ratification de la Convention 143 sur les droits des travailleurs migrants.
- Missions : identification de pratiques d'appropriation du droit par les ouvriers au Vietnam (Nord et Sud) et identification des pratiques d'aide juridiques en droit du travail en France. Production d'un recueil présentant 15 à 20 pratiques.

Salvador / France

Des paniers paysans de Comasagua au jardin solidaire de Montauban

Porteur du projet

Secours Populaire Français (SPF)

Partenaires principaux

Coopérative « Canasta campesina »

Localisation du projet/territoires

Commune de Comasagua, département de La Libertad, Salvador

Régions Aquitaine, Midi-Pyrénées - commune de Montauban (Tarn-et-Garonne)

Bénéficiaires

Directs :
au Salvador : 243 femmes et jeunes agriculteurs et leurs familles et 72 agents.
en France : une dizaine de «futurs jardiniers »
Etudiants et enseignants du lycée agricole Capou de Montauban.

Indirects :
au Salvador, 1 696 familles soit 7 676 personnes (dont 49,7 % de femmes)

Durée

30 mois

Financement

Budget global :
102 220 €
Financement accordé :
66 440 €

Le projet

Au Salvador, une coopérative et une AMAP ont tissé des liens entre des ruraux défavorisés qui améliorent leurs conditions de vie (nutrition, santé, pratiques démocratiques) et leur environnement et des citoyens sensibilisés à l'agriculture biologique et des universités.

L'expérience acquise au Salvador a motivé le SPF pour créer un jardin solidaire à Montauban dédié à des publics en situation de précarité. Il associe au projet un lycée agricole et un groupement d'agriculteurs.

L'effet-miroir qui se construit entre Comasagua au Salvador et Montauban (Tarn-et-Garonne) peut inciter d'autres acteurs à le reproduire ailleurs.

Résultats attendus

- renforcer les capacités entrepreneuriales de la coopérative paysanne « La Canasta Campesina » ;
- soutenir les alliances stratégiques de la coopérative avec les Universités salvadoriennes ;
- mobiliser des personnes en situation économique et sociale précaire pour utiliser un terrain mis à la disposition du SPF pour la production de légumes, fruits et fleurs ;
- sensibiliser à la citoyenneté et à la solidarité internationale via les établissements d'enseignement agricole, les associations partenaires, les fédérations et l'institut de formation du SPF en France et à l'échelle internationale.

Principales activités

- Echanges d'expériences entre français et salvadoriens : accueil d'enfants salvadoriens en France en août 2015 et échanges avec d'autres pays dans le cadre du mouvement d'enfants du SPF « Copain du Monde ». Accueil de partenaires salvadoriens en France en novembre 2015 et partages d'expériences et de pratiques.
- Inscription de la coopérative dans un processus de certification nationale de sa production agro-écologique par l'entreprise La Bio-Latina (entreprise Latino-américaine de certification de systèmes de production agricole).
- Production de légumes, fruits, plantes aromatiques et fleurs par des personnes en situation précaire. Distribution par circuits courts d'une partie des récoltes.
- Signature d'une convention de partenariat entre le SPF du Tarn et Garonne et le Lycée agricole de Montauban. Conventions de partenariat entre le SPF et les universités salvadoriennes (UTEC et ULS).
- Promotion de l'alimentation saine, des circuits courts, du lien social comme nouvelles pistes pour la solidarité en France.